

Grèce vs Eurozone: histoire secrète d'un bras de fer

Jean
Quatremer

12 mars
2015



Dessin: Nicolas Vadot

On allait voir ce qu'on allait voir ! Syriza, la gauche radicale grecque, qui a remporté les élections législatives du 25 janvier, se faisait fort d'en finir avec l'austérité et la dette : il allait « *changer l'Europe* ». Un mois après, Alexis Tsipras a du se rendre à l'évidence : la Grèce n'a strictement aucune marge de manœuvre financière et elle dépendra encore pour longtemps de l'aide financière de la zone euro. En attendant, il faudra qu'elle passe sous les fourches caudines de ses créanciers, ceux-ci ayant juste accepté d'adapter aux marges le programme de réformes imposé à la Grèce. « *Il a fallu que Syriza s'adapte en quatre semaines, très loin de leurs bases. Ils ont appris qu'il fallait coproduire les décisions* », analyse Pierre Moscovici, le commissaire européen chargé des affaires économiques et financières. Je vous raconte ici les coulisses d'un mois de crise entre la Grèce et la zone euro ([le récit a été traduit en grec ici](#)).

Dimanche 25 janvier : Athènes

Syriza gagne les élections, bien plus largement que prévu : il lui manque deux sièges seulement pour atteindre la majorité absolue. « *J'ai fait beaucoup de campagnes électorales et je ne suis pas surpris par cette victoire* », explique Moscovici. « *Alexis Tsipras, le président du parti, a fait une campagne d'homme d'Etat alors qu'Antonis Samaras (le premier ministre conservateur sortant, NDLR) a joué en défense, sans plan. C'est le genre de campagne où les courbes se croisent. Reste maintenant à savoir s'ils vont se comporter comme des idéologues ou entrer dans une logique de compromis* ». Dès le résultat définitif connu, l'Elysée et la chancellerie sont en contact.

Le nouveau gouvernement, qui s'appuie sur une coalition formée avec un petit parti souverainiste de la droite radicale, ANEL, est connu deux jours plus tard, un record. Il est composé de personnalités totalement inexpérimentées. Le gouvernement Samaras ne leur a pas facilité la tâche en débranchant la prise : les sortis ont même emporté le papier toilette et les codes d'accès aux ordinateurs. C'est 1981 en pire, Samaras refusant même d'accueillir son successeur.

Au ministère des finances, le Premier ministre Alexis Tsipras nomme un homme qu'il admire, Yanis Varoufakis, un

professeur d'économie, spécialiste de la théorie des jeux, enseignant aux Etats-Unis et en Australie et qui publie régulièrement des tribunes dans le New-York Times. Il s'entoure lui-même de professeurs d'économie. Tout ce petit monde ignore les usages diplomatiques et, surtout, est persuadé d'avoir raison. Ils ont certes conscience que leurs partenaires européens ne pensent pas la même chose, mais ils se font forts de les convaincre de l'inanité de l'action de la Troïka (des hauts fonctionnaires représentant la Commission, la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international) et de « l'échec » du programme d'assistance financière conditionné à des réformes structurelles et des coupes budgétaires.

Jeudi 29 janvier : Athènes

Martin Schulz, le président du Parlement européen, est le premier Européen à rencontrer Alexis Tsipras. Il sort plutôt rassuré de ce premier entretien : « *il est en faveur d'une discussion* » avec ses partenaires. Mais il reconnaît que le dialogue a parfois été « *fatigant* » : « *nous d'accord sur plusieurs sujets, mais il y a des choses qu'il faut encore discuter* ». Il racontera au quotidien allemand Die Welt (daté de dimanche) qu'il lui a dit « qu'il serait bien avisé de cesser ses attaques contre Angela Merkel » et que la rhétorique anti-allemande était de « *courte vue* », allusion aux demandes de réparations de guerre adressées à Berlin : « *je lui ai recommandé avec insistance de désarmer sur le plan verbal. Cela ne lui apporte rien* ». Dans la plupart des capitales européennes, on n'apprécie guère ces sorties anti-allemandes, pas plus que les clins d'œil appuyés à la Russie alors que la crise ukrainienne s'aggrave de jour en jour. « *Les Grecs ont profondément meurtri les Allemands en multipliant les allusions au IIIème Reich. Ca n'était pas malin* », confirme-t-on à Paris.

Vendredi 30 janvier : Athènes

Le matin a lieu un G7 finances téléphonique. Les grands argentiers des principales puissances industrielles s'inquiètent que les Grecs n'aient toujours pas prévu de se rendre à Berlin. La chancellerie s'est d'ailleurs déjà poliment étonné auprès de l'Elysée que la tournée européenne que les nouveaux dirigeants grecs viennent d'annoncer, passera par Paris, Nicosie, Londres, Rome, et évitera Berlin, Bruxelles et Francfort...

Jeroen Dijsselbloem, le ministre des finances néerlandais et patron de l'Eurogroupe, l'enceinte qui réunit les grands argentiers de la zone euro, a décidé d'aller au contact, sans attendre. Il débarque à Athènes, vendredi après-midi pour rencontrer Alexis Tsipras et Yanis Varoufakis. Ce dernier n'a pas attendu d'être nommé pour lui téléphoner, dès lundi, afin d'établir un premier contact. Dijsselbloem joue solo : il est parti sans mandat. « *C'est courageux de sa part, car s'il s'était planté, il assumait seul* », apprécie Moscovici.

L'ambiance est fraîche. La veille, le nouveau ministre des finances grec a déclaré au New York Times que son pays n'avait pas besoin de l'aide européenne : « *les 7 milliards d'euros, nous n'en voulons pas, ce que nous voulons c'est repenser totalement le programme* »... Il fallait oser, alors qu'il reste moins de deux milliards dans les caisses de l'Etat et que la fuite des capitaux s'accélère, fragilisant les banques. Au cours de la réunion, Dijsselbloem le met en garde sur sa marge de manoeuvre : « *ignorer les accords n'est pas le bon chemin à prendre* ». Celui-ci lui rétorque, en pleine conférence de presse, qu'il veut bien « *dialoguer* », mais pas avec « *le comité branlant de la Troïka* » (des hauts fonctionnaires représentant la Commission, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international). Le Néerlandais est surpris par cette exécution publique. La poignée de main, devant les caméras, est expédiée par un Dijsselbloem furieux.

Après cette rencontre, Athènes contacte pour la première fois la Commission : « *Syriza avait manifestement décidé de parier sur les rapports d'Etat à Etat et de passer par dessus la tête des institutions européennes, la Commission et la BCE, ainsi que du FMI* », raconte Pierre Moscovici. « *Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, nous a dit : ne bougez pas, attendez, ils vont finir par téléphoner, car ils vont avoir besoin de nous pour les aider* ». Vendredi, en fin d'après-midi, le secrétariat de Varoufakis appelle le bureau de Moscovici pour demander à le rencontrer. Un rendez-vous est convenu pour le dimanche 1^{er} mars, à Paris, juste avant la réunion avec Michel Sapin. « *Je prévient Juncker qui ne me donne pas d'instruction et j'appelle ensuite Dijsselbloem* », poursuit le commissaire français.

Olivier Bailly, le chef de cabinet de Moscovici, apprend par le secrétariat de Varoufakis, que ce dernier vient de nommer Georges Shouliarakis, professeur d'économie à l'université de Manchester, comme représentant de la Grèce à « *l'euroworking group* », l'instance chargée de préparer les Eurogroupes. Ce n'est pas un proche du

ministre des finances, mais d'Alexis Tsipras, ce qui lui donne un poids certain, puisqu'il a directement accès au premier ministre. *« Il a la liberté de travailler sans mandat en ensuite de vérifier si politiquement c'est acceptable par Tsipras »,* raconte l'un de ses homologues. Bailly et Shouliarakis se rencontrent à Bruxelles le jeudi 5 février. *« C'est un interlocuteur parfait, l'antithèse de Varoufakis, allergique à la provocation inutile. Il reconnaît qu'il ne connaît rien à l'Europe, mais qu'il est là pour apprendre »,* raconte un eurocrate : *« on lui a donné des indications, comment se comporter dans cette enceinte, comment s'exprimer, notamment en évitant de réciter le programme de Syriza (il y a une « crise humanitaire », le « programme a échoué », etc.) et en reconnaissant les efforts fournis par ses partenaires. Il nous a dit qu'il avait compris le message, qu'il serait diplomate. Et cela a été le cas : sa présence nous a beaucoup aidé. Shouliarakis est vite devenu notre principal interlocuteur ».*



Dimanche 1^{er} février : Paris

Les nouveaux dirigeants grecs entament leur tournée européenne par la France, pays sur lequel ils comptent beaucoup pour amadouer l'Allemagne. *« C'est une séquence politique »,* explique-t-on dans l'entourage du gouvernement : *« ils cherchaient manifestement à créer un bloc contre Berlin. La France, mais aussi les autres pays européens, lui avons dit : vous vous trompez, vous ne parlez pas à des Etats, vous parlez à l'Union européenne ».* D'ailleurs, après chaque rencontre, le téléphone entre les capitales chauffe : tout le monde raconte à tout le monde le menu des discussions.

Varoufakis, qui doit voir Michel Sapin à 17 heures, reçoit de discrets visiteurs dans son hôtel, le Baltimore, un boutique hôtel cinq étoiles, situé avenue Kléber dans le 8^{ème} arrondissement : outre Moscovici, défile dans l'hôtel Laurence Boone, la conseillère économique et Europe de François Hollande, Poul Thomsen le représentant du FMI pour la Grèce, des banquiers... *« On a passé 1h30 ensemble »,* raconte Moscovici qui, en ce dimanche est en jeans et sans cravate, ce qui doit plaire à Varoufakis : *« on est arrivé à se parler, ce n'est pas un apparatchik communiste ».* *« Il m'a fait un grand discours sur la nécessité d'une relance keynésienne. C'était intéressant, cela pourrait marcher dans le cadre d'un congrès, mais pas au sein de l'Eurogroupe, pas avec Schäuble... Je lui ai dit : on va vous aider, pas vous étrangler, mais il faut atterrir. Tu es un spécialiste de la théorie des jeux : il faut tenir compte du jeu des autres. Il faut arrêter cette stratégie de contournement : tu dois aller à Berlin, ce n'est ni à Londres, ni à Rome que se prennent les décisions ».* *« Varoufakis, c'est du show off, un pur économiste, méconnaissant la situation réelle de son pays et les mécanismes européens, quelqu'un de maladroit »,* assène un de ses visiteurs. *« Franchement, je ne suis toujours pas rassuré. Le scénario d'un Grexit brutal ne peut pas être écarté après ce que j'ai entendu »,* se souvient Moscovici.

À 17h, Yanis Varoufakis rencontre durant 1h30 à Bercy Michel Sapin : *« son approche des sujets était très idéologique, très universitaire : il ne se posait jamais la question de savoir si ça allait passer, si c'était acceptable »,* explique à Libération le ministre français. *« C'est le romantisme des débuts. Mais si, pour changer les choses, il faut être au pouvoir, on découvre vite qu'il ne suffit pas d'être au pouvoir pour changer les choses. La discussion*

à donc surtout servi à lui expliquer les limites de ce qu'il pourrait obtenir. S'il concédait à chaque fois que j'avais raison, il avait tendance à toujours repartir en arrière...»

Sapin insiste sur le fait que *« la politique de Syriza devra s'inscrire dans les règles qui ont été acceptées par les gouvernements précédents et qu'il devra achever le programme en cours s'il voulait recevoir l'argent promis. Ensuite »*, poursuit-il, *« je lui ai dit : si tu as besoin à nouveau d'argent, il te faudra un nouveau programme. Pour lui, c'était l'horreur! Je lui ai dit qu'on pourrait abandonner la dénomination de « troïka » et remplacer le mot « programme » par « contrat ». Lui, aussitôt : « contrat social ». Je lui ai conseillé de ne pas dire ça à l'Eurogroupe »*. De même, Sapin insiste sur la nécessité que les « mesures nouvelles » que veut voter Syriza n'aggrave pas le déficit budgétaire. Varoufakis met à ce moment sur la table le solde budgétaire primaire (hors charge de la dette) de 4,5 % du PIB exigée par la Troïka : *« on en parlera plus tard, surtout pas maintenant »*, lui rétorque le Français. Le Grec demande enfin qu'un « haircut » sur la dette grecque (une restructuration) soit discuté : *« le haircut, ça te va aussi mal qu'à moi »*, se marre le chauve Sapin en montrant le crane tout aussi chauve de Varoufakis.

Enfin, le grand argentier français lui conseille de nouer rapidement un dialogue avec la Banque centrale européenne (BCE), le Fond monétaire international (FMI) et surtout l'Allemagne : *« c'est compliqué avec Wolfgang Schäuble m'a-t-il dit »*, dit Michel Sapin. *« J'ai envoyé sous ses yeux un SMS à Wolfgang : « tu reçois Varoufakis ? » Il me répond immédiatement : « oui ». Après cette rencontre, j'ai parlé à Schäuble pendant 1h30 pour lui raconter en détail. Il m'a confirmé qu'il le recevrait, mais qu'il lui dirait clairement ce qu'il avait à lui dire »*. A la suite de ce coup de fil, Sapin envoie par SMS le numéro de portable de Schäuble à Varoufakis qui appelle aussitôt son homologue allemand. Rendez-vous est pris à Berlin pour le mercredi 4 février.

La journée se termine plutôt bien pour Varoufakis : Barack Obama, le président américain, déclare sur CNN qu'on *« ne peut pas continuer à pressurer des pays qui sont en pleine dépression »* : la Grèce a *« un terrible besoin »* de réformes, mais *« il est très difficile d'initier ces changements si le niveau de vie des gens a chuté de 25 %*. *A la longue, le système politique, la société ne peut pas le supporter »*.

Mardi 3 février : Rome

Varoufakis, qui a rencontré la veille George Osborne, le chancelier de l'Echiquier, à Londres, a rendez-vous avec Pier Carlo Padoan, pendant qu'Alexis Tsipras, qui arrive tout juste de Chypre, fait la connaissance de Matteo Renzi. La sympathie italienne, à défaut de soutien, est manifeste. *« Tout en reconnaissant ne pas avoir « discuté du fond des solutions proposées par le gouvernement grec », le président du Conseil italien estime qu'un changement est « nécessaire » en Europe : « il faut mettre la cohésion sociale et la croissance à la place de la peur et de l'incertitude »*. Renzi, lors de la conférence de presse, offre à son homologue une cravate : *« je promets de la porter quand la Grèce aura trouvé une solution viable »*, a-t-il commenté en souriant. En revanche, les nouvelles d'Espagne et du Portugal sont mauvaises : ces deux pays s'opposent à toute remise de dette pour la Grèce et à tout changement des règles européennes pour complaire à Athènes...

Mercredi 4 février : Bruxelles, Paris, Francfort

Le rythme s'accélère. Tsipras se rend enfin à Bruxelles, 10 jours après sa prise de fonction, pour rencontrer les présidents des trois institutions communautaires, Jean-Claude Juncker pour la Commission, Donald Tusk pour le Conseil européen, et Martin Schulz. Chacun lui martèle le même message : il n'obtiendra pas l'argent européen sans contrepartie et un Grexit, que personne ne souhaite, n'est pas une menace crédible. Mais l'Europe est prête à bouger, comme le lui dit le président de la Commission : *« Juncker redoute que l'Union apparaisse comme l'étrangleur de la Grèce : il faut donc que nous fassions des efforts pour prendre en compte la dimension sociale et humanitaire comme le demande Syriza »*, insiste Pierre Moscovici qui n'a pas été convié à la rencontre.

Dans l'après-midi, Tsipras se rend à Paris pour voir François Hollande (ainsi que la maire de Paris, Anne Hidalgo, Pierre Laurent, le secrétaire général du PCF et Jean-Luc Mélenchon, le leader du Front de Gauche). Le chef de l'Etat, au cours d'un entretien d'une heure et demi, lui répète le message que Sapin a délivré à Varoufakis et lui conseille fermement de parler aux Allemands avant le sommet du 12 février.

Pendant ce temps, Varoufakis atterrit à Francfort pour faire la connaissance de Mario Draghi et lui demander de l'aider à *« garder la tête de son pays hors de l'eau »* afin d'éviter *« la faillite »*. La discussion se passe bien, les

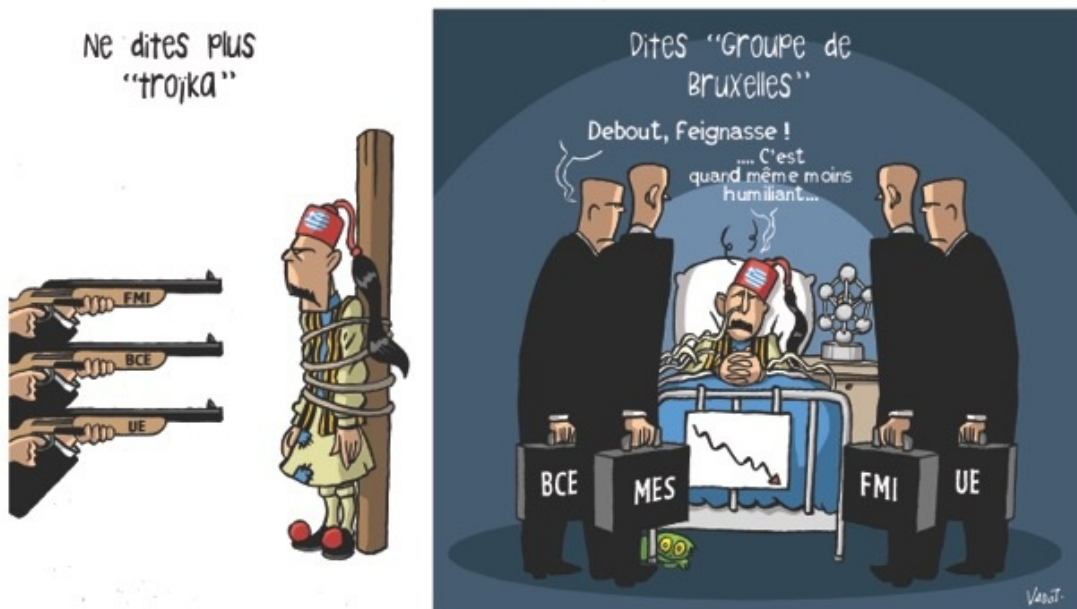
banquiers centraux étant des gentlemen. Le grand argentier grec assure avoir reçu « *un vif encouragement pour l'avenir* ». Il est cueilli à froid quand il apprend que la BCE a décidé, dans la soirée, de couper l'un des robinets qui assure le financement de la Grèce : désormais, les banques grecques ne pourront emprunter de l'argent auprès de Francfort en offrant en garantie des obligations grecques classées « pourries » par les agences de notation. Seul le robinet de l'ELA, un mécanisme de financement d'urgence, reste ouvert. Une façon pour Francfort de signifier aux gouvernements que la balle est dans leur camp : s'ils ne se mettent pas d'accord, la BCE ne sauvera pas la Grèce d'un défaut...

Jeudi 5 février : Berlin

Dans la capitale allemande, Varoufakis rencontre pour la première fois son homologue Wolfgang Schäuble. La veille, l'agence de presse Reuters a révélé un document préparé par les services du ministère des finances allemand en vue de l'Eurogroupe du 11 février qui sera consacré à la Grèce, une fuite manifestement orchestrée : Berlin y refuse le moindre changement du programme grec. Soit Athènes plie, soit c'est la faillite. L'entretien est glacial. Tout comme la conférence de presse. Après que le grand argentier ait ironisé qu'ils étaient tombé « *d'accord pour être en désaccord* », le Grec rétorque : « *de mon point de vue, nous ne sommes même pas tombés d'accord sur le fait de ne pas être d'accord* ». La saillie, peu diplomatique, ne fait pas sourire l'Allemand. « *La rencontre ne s'est pas très bien passé* », confirme un diplomate : « *pourtant les Allemands, qui ne veulent pas être tenus pour responsables d'un Grexit, sont prêts à amender le programme grec. Surtout, ils croient profondément à la nécessité des réformes structurelles. De ce point de vue, l'annonce de la réouverture de l'ERT a été un geste maladroit et provocateur. Ca n'était pas nécessaire* ».

Dimanche 8 février : Rome

Belle gaffe de Varoufakis. Lors d'un entretien donné à la télévision italienne, il explique que « *des fonctionnaires italiens (...) m'ont approché pour me dire qu'ils sont solidaires avec nous, mais qu'ils ne peuvent dire la vérité parce que l'Italie risque la banqueroute et qu'ils craignent des conséquences de la part de l'Allemagne* ». Autant agiter un chiffon rouge dans une salle de marché en pointant du doigt la péninsule. Réplique sèche sur Twitter du ministre italien des finances, Pier Carlo Padoa-Schioppa : « *la dette italienne est solide et supportable. Les propos de Varoufakis n'ont pas lieu d'être* ». L'allié italien, sur lequel comptait beaucoup Athènes, est perdu.



Dessin: Nicolas Vadot

Mercredi 11 février : Bruxelles

La tournée du Premier ministre et du ministre des finances grecs leur a permis de découvrir qu'ils n'avaient pas d'alliés en dehors de la Commission qui, par construction, est là pour aider tous les Etats. « *Les conservateurs détestent Syriza et souhaitent le retour de Samaras* », analyse Moscovici. « *Wolfgang Schäuble, qui est un vrai*

conservateur, dur, sans état d'âme, veut mettre ce parti à genoux pour qu'il parte. Les socio-démocrates ne voient pas non plus d'un très bon œil des concessions à Syriza, car on leur reprochera de ne pas avoir obtenu la même chose pour leur pays... » « Les Grecs ont commis une seconde erreur en se surestimant », selon le commissaire français : « ils ont crû que les Européens n'étaient pas prêts à assumer un Grexit. Ca n'était pas le cas ».

Autrement dit, la Grèce est en position de faiblesse, mais elle a de la peine à le réaliser comme va le montrer la séquence qui débute ce mercredi après-midi, à Bruxelles. Yanis Varoufakis a mal jaugé l'enceinte dans laquelle il se trouve. *« Il était tout feu tout flamme. Son discours, trop long, était tout à fait insupportable, même pour ceux qui avait une certaine sympathie pour le nouveau gouvernement grec »*, raconte le grand argentier français. Un discours de sept pages qui aurait plutôt eu sa place devant un congrès de parti. Très emphatique, il explique que *« le peuple grec nous a mandaté sans ambiguïté pour que nous mettions fin à l'austérité qui a nuit à l'économie et a eu des coûts sociaux immenses »* et pour lui *« redonner de l'espoir, de la dignité et de la fierté »*. *« Il exprimait la flamboyance d'un peuple qui retrouve sa fierté et qui se croit seul au monde. Il a trop insisté sur le malheur du peuple grec alors que tout le monde depuis cinq ans a l'impression de tenir à bout de bras ce pays »*, regrette Michel Sapin. Côté grec, la musique est différente : *« il fallait que le ministre s'exprime longuement pour expliquer pourquoi il fallait changer de programme, celui-ci ayant échoué »*, reconnaît Eléna Panariti, la conseillère Europe de Varoufakis.

Le ministre grec explique ce qu'il entend par un *« nouveau contrat »* entre la Grèce et la zone euro: le maintien de l'aide financière européenne déjà prévue jusqu'à fin août, mais sans condition de réformes structurelles ou de coupes budgétaires ; pendant ce temps, négociation d'un nouvel accord de financement en échange des réformes structurelles qui ne pourront être que celles contenues dans le programme de Syriza (réforme de l'Etat, lutte contre la fraude fiscale, privatisation, etc.) ; l'abandon de l'exigence du surplus budgétaire primaire de 4,5 % par an ; la restructuration de la dette grecque (c'est-à-dire un renoncement des Etats européens à une partie des prêts consentis) et même européenne. Bref, Varoufakis exige de ses partenaires une reddition en rase campagne.

« Ce n'est pas exact, on demandait du temps », se récrit Eléna Panariti. *« C'est pour ça qu'on demandait un pont. Mais on nous a répondu que techniquement c'était impossible, qu'il fallait achever le programme en cours »*. Si Schäuble dit peu de chose, en revanche les ministres des petits pays pauvres montent au créneau. Le Lituanien : *« mon SMIC est à 300€ par mois et tu veux augmenter le tien de 580 € à 751€ avec l'argent que mon pays t'a prêté ? Tu veux augmenter les petites retraites de 2€ par jour ? Chez nous, on envisage 4€ par mois »*. Le ministre slovaque, lui, explique que le gouvernement social-démocrate auquel il appartenait est tombé sur l'aide à la Grèce, que le gouvernement conservateur suivant est aussi tombé sur la Grèce : *« Je te préviens Yanis que le gouvernement slovaque ne tombera pas une troisième fois sur ton pays »*. *« Il y avait de l'énervement autour de la table »*, raconte Moscovici : *« les Grecs doivent comprendre que leurs partenaires ont fait leur part du chemin »*. *« Tout le monde a été désagréable »*, reconnaît Eléna Panariti.

Néanmoins, Djisselbloem parvient à ramener le calme et à proposer un compromis plutôt favorable aux Grecs : le programme en cours, qui doit s'achever le 28 février, sera prolongé de quelques mois afin d'assurer le financement de la Grèce (7 milliards d'euros doivent être versés) et le mémorandum qui liste les réformes à accomplir sera *« amendé »*. Ce sont les fameux 70/30 avancé par Varoufakis le lundi 9 février, devant la Vouli, le parlement grec, que *« 70 % »* du mémorandum était acceptable. *« Il a donné ce chiffre en exemple pour dire qu'une grande majorité des réformes structurelles, comme la lutte contre la fraude fiscale ou la bureaucratie ou encore la constitution d'un cadastre, étaient acceptables »*, explique Eléna Panariti. *« C'était une façon de dire que nous étions de bonne volonté »*.

Mais le mot *« amendé »* est retiré à la demande de Schäuble et remplacé par un plus vague *« les plans du nouveau gouvernement seront pris en compte »*. Néanmoins, les mots de Syriza sont bel et bien là : cette extension sera un *« pont »* vers un *« nouveau contrat »* et l'Eurogroupe est vraiment prêt à modifier le mémorandum, ce qui est une belle victoire pour Syriza, obtenue presque sans combattre. Un peu avant minuit, Sapin dit à Varoufakis : *« it's time to deal »*. Il sort de la salle pour téléphoner à Tsipras. *« Il y a eu un moment de confusion »* raconte un ministre. *« La moitié des ministres, dont Schäuble, sont partis, l'autre moitié discutait debout »*. Le ministre luxembourgeois déclare même à la presse, en sortant, qu'il y a accord.

« Varoufakis est revenu en disant que Tsipras s'opposait au compromis », poursuit Michel Sapin : *« Les ministres*

encore présents ont trouvé ça absolument insupportable. Varoufakis a donné l'impression qu'il n'avait pas de véritable mandat, qu'il était faible ». « Toutes les craintes se cristallisent à ce moment là : et si les Grecs voulaient jouer la crise ? », se rappelle une diplomate de haut rang. « Le compromis proposé le 11 février était pourtant plus vague, plus bienveillant que l'accord qui sera finalement trouvé », juge Moscovici.

« Tsipras a dit non car il a cru qu'il y avait un piège. On voulait que l'accord se fasse avec nos propres mots, notamment parce qu'on voulait exclure toute hausse d'impôt. Il fallait que ça soit clair », Eléna Panariti. Le premier ministre grec espère que les chefs d'Etat et de gouvernement qui se retrouvent le lendemain après-midi à Bruxelles court-circuiteront les ministres des finances et rétabliront le mot « amendement ».

Jeudi 12 février : Bruxelles

Laurence Boone, la conseillère Europe de François Hollande, qui était dans les couloirs de l'Eurogroupe, raconte à François Hollande, lors d'un petit déjeuner à Bruxelles, le déroulement de l'Eurogroupe. Un sommet européen débute, en effet, dans l'après-midi.

Les chefs de gouvernement conservateurs se retrouvent, eux, à 10h30, pour leur traditionnelle rencontre d'avant-sommet : « on parle de la Grèce et le climat est très anti-Tsipras », raconte l'un des participants. Pendant ce temps, le premier ministre grec retrouve Djisselbloem dans son hôtel bruxellois, à la gare du Midi, où il a prolongé son séjour. « Nous essayons de réécrire le communiqué de la veille en changeant les mots », car « je n'avais pas de mandat pour changer complètement le texte », raconte le président de l'Eurogroupe dans une interview au « [Brussels blog](#) » du [Financial Times](#) du 1^{er} mars. En se basant sur les fameux 70/30 de Varoufakis, le Néerlandais demande à Tsipras « quelle est la partie du programme qu'il veut changer » afin que, durant le week-end les institutions (Commission, BCE et FMI) puissent travailler. Mais il doit constater que le premier ministre grec n'est « tout simplement pas prêt » à faire un tel travail aussi vite, « ce qui est compréhensible » puisqu'il vient d'arriver au pouvoir.

Tsipras espère que ses homologues vont se montrer plus compréhensif. Il sera déçu. « Il s'est trompé de séquence », raconte un diplomate européen de haut rang : « il a cru que le sommet parlerait de la Grèce, ce qui n'a pas été le cas. Les chefs l'ont écouté, c'est tout. Car depuis fin 2012, ils ont décidé de ne plus parler de la crise de la zone euro lorsqu'ils se sont rendus compte que les discussions étaient trop techniques ». Les chefs ont effectivement renvoyé le dossier à l'Eurogroupe...

Lundi 16 février : Bruxelles

Après l'échec du 11 février, la Commission offre sa médiation aux Grecs, de crainte que l'Eurogroupe, qui doit se retrouver le 16 février, n'y parvienne pas. Juncker parle en quelques jours plus de quinze fois à Tsipras, « le seul interlocuteur capable d'amener Syriza dans le jeu des institutions », selon une source bruxelloise, et Moscovici est en contact avec Varoufakis. « On travaille sur la base du communiqué de l'Eurogroupe du 11 février en essayant de le rendre plus compatible avec le discours de Syriza », raconte Moscovici : « on arrive à se mettre d'accord sur un projet qu'on transmet à Djisselbloem le dimanche soir, à la veille de l'Eurogroupe ». Ce que ce dernier démentira plus tard : « il est de mauvaise foi », tranche Moscovici.

Comme les Grecs ne voulaient pas entendre les mots « extension du programme », qui résonnaient comme une poursuite de la politique d'austérité, le commissaire a proposé que l'on parle « d'accord de prêt » sous condition de réformes structurelles. Mieux, il reconnaissait la nécessité d'enrayer « la crise humanitaire » en Grèce. Enfin, il proposait qu'en juin, un programme soit négocié autour de la baisse de l'excédent budgétaire primaire exigé (4,5% du PIB) et de la restructuration de la dette détenue par les Etats et le Mécanisme européen de stabilité. Avec une nouvelle aide financière à la clé.

« Lors des discussions, Moscovici nous a dit qu'il avait l'accord du FMI et de la BCE sur le texte. Mais lors de la réunion qui a eu lieu avant l'Eurogroupe entre Varoufakis, Moscovici et Djisselbloem, ce dernier nous a montré un texte très différent », raconte Eléna Panariti. De fait, le président de l'Eurogroupe a consulté Schäuble et, devant sa réaction très négative, a rédigé, sans en parler à la Commission, un projet plus dur qui parle à nouveau d'achèvement du programme en cours en « prenant en compte les projets du nouveau gouvernement » et exclu une remise en cause du surplus budgétaire primaire. En découvrant ce texte, le ministre grec se croit berné et

s'énervé. Four de rage, il traite à plusieurs reprises Dijsselbloem de « menteur » : « *ce n'est pas le même texte ! C'est la deuxième fois que tu nous mens. Vous me maltraitez !* ». « *C'était incroyable. On a vraiment cru qu'ils allaient en venir aux mains* », raconte un témoin de la scène. Moscovici nous confirme : « *j'ai du rattraper Varoufakis par le bras, car il quittait la salle* ». « *Moscovici n'a rien dit. Il a avalé, il était très gêné, il était comme un petit garçon. Il donne vraiment l'impression de ne pas avoir beaucoup d'autorité* », s'indigne encore une source grecque.

« *Il y a eu un vrai malentendu* », raconte Moscovici : « *les Grecs ont cru que la négociation avec nous signifiait que l'ensemble de l'Eurogroupe accepterait de négocier sur cette base. Institutionnellement, ça n'est pas possible : c'est au président de l'Eurogroupe de faire une proposition de compromis. Je l'avais pourtant dit à Varoufakis : je vais tout faire pour que ce soit la base du compromis, mais pour l'instant ça n'est pas le texte de l'Eurogroupe. Donc fais profil bas* ». Pour ne rien arranger, la délégation grecque fait fuiter les deux textes auprès des journalistes afin de démontrer qu'il y a deux camps : celui des « good cops » et celui des « bad cops ». « *Ca a été une erreur* », raconte Moscovici : « *ça nous a soudé* ». Dijsselbloem, pour faire payer à Varoufakis ses insultes, décide de ne soumettre aucun texte aux ministres des finances qui expédient donc l'affaire en quelques minutes. « *Un moment humain* » commente Moscovici. L'Eurogroupe envoie un ultimatum à Athènes : le pays a jusqu'à la fin de la semaine pour présenter ses demandes précises, sinon c'est la faillite faute d'aide financière.

« *Après l'Eurogroupe, j'ai eu Schäuble au téléphone* », raconte Sapin, « *il était très amer. L'affaire des caricatures le montrant en uniforme de la Whermacht est ressortie à ce moment-là. J'étais un peu inquiet. Mais il m'a rappelé « oublie-ça, il faut sauver l'Europe, c'est ça qui compte* » ».

Vendredi 20 février : Paris, Bruxelles

« *Ca a été une semaine de contacts très intenses entre Juncker, Tsipras, Dijsselbloem et moi en back office* », raconte Moscovici. « *Petit à petit, le compromis s'est construit, mais ça n'a pas été facile, Schäuble voulant les enfoncer : il exigeait que le document final ressemble à un texte de la Troïka...* ». La France n'est pas sur cette longueur d'ondes. Les deux rives du Rhin l'afficheront au grand jour, le 20 février, juste avant que ne débute l'Eurogroupe. Lors de la conférence de presse qui suit un sommet entre François Hollande et Angela Merkel, chacun parle en son nom et non au nom de l'Eurogroupe, ce qui marque une différence de position : de fait, la France appuie pour un programme qui soit en ligne avec les engagements de campagne de Syriza, pas l'Allemagne...

À l'ouverture de l'Eurogroupe, vendredi après-midi, « *on sait que l'accord est prêt : Varoufakis va l'avalé* », raconte Pierre Moscovici. Deux jours plus tôt, le Premier ministre grec a demandé officiellement, comme l'exigeait l'Eurogroupe, « *l'extension du programme* » et non plus un nouveau « *contrat* ». « *C'est Tsipras qui a réglé l'affaire. Varoufakis est trop narcissique, pas assez respectueux de ses partenaires. Dire que l'Eurogroupe est composé de technocrates n'a aucun sens. Les ministres des finances sont tous des politiques, bien plus que Varoufakis* », l'exécute Moscovici.

Néanmoins, la réunion de l'Eurogroupe est tendue, car Schäuble ne lâche pas : il répète qu'il n'a « *pas confiance dans la Grèce et que le système doit lui assurer de la confiance* ». Il exige un catalogue précis des réformes structurelles que le gouvernement Tsipras s'engage à mettre en œuvre. « *Calme-toi* », lui dit Mario Draghi, le président de la BCE, « *on ne peut pas faire ça en trois jours* ». Schäuble répète qu'il n'a pas confiance. Varoufakis, « *atomisé* », selon le mot de Moscovici, lors de l'Eurogroupe précédent, prend la parole : « *tu as raison. Nous allons te donner des assurances* ». Athènes s'engage à envoyer dès lundi une liste de réformes les plus précises possibles. Pourquoi une échéance si brève ? Car plusieurs Parlements nationaux, dont le Bundestag, doivent entériner l'accord. C'est seulement alors que la Grèce obtiendra l'extension du programme jusqu'à fin juin et non jusqu'à fin août comme elle le demandait. Personne, parmi les journalistes présent à sa conférence de presse, n'accorde de crédit à Varoufakis lorsqu'il proclame : la Grèce laisse « *le mémorandum derrière elle et devient coauteur des réformes* »...



Lundi 23 février : Athènes, Bruxelles

Mais l'affaire est loin d'être pliée. Juncker passe son temps au téléphone avec Tsipras, durant le week-end, y compris la nuit, car la gauche de Syriza encaisse mal ce qui apparaît comme une capitulation. Il sent que le premier ministre grec pourrait bien reculer ou envoyer une liste de réformes trop vagues. D'ailleurs, les Grecs prennent du retard : il faut dire que lundi est férié en Grèce (on fête le début du Carême de la Pâque orthodoxe). La liste ne sera envoyée que mardi à Bruxelles. Varoufakis, lui, est toujours dans la boucle, selon Eléna Panariti: *« Dijsselbloem a dit qu'il était plus facile de travailler avec Tsipras qu'avec Varoufakis. En réalité, Tsipras et lui sont comme la peau et un tatouage. Ils ont des personnalités très différentes ce qui est très utile dans une négociation. C'est la zone euro qui voulait un drame, pas la Grèce »*.

Mardi 24 février : téléconférence de l'Eurogroupe

Même si elle ne satisfait qu'à moitié les Allemands, le FMI et la BCE, qui font savoir qu'il la trouve trop floue, un Eurogroupe téléphonique est convoqué à 14H. L'affaire est vite expédiée : c'est un « point de départ valide » pour poursuivre les négociations. En effet, les réformes devront être précisées d'ici fin avril : *« les quatre mois à venir vont être périlleux, car il va falloir lancer toute une série de lourdes réformes »*, reconnaît Eléna Panariti. Autant dire que la faillite grecque reste toujours d'actualité : *« si on n'y arrive pas, l'argent ne sera pas débloqué »*, prévient Moscovici. *« On a un vrai problème de double langage grec »*, estime le commissaire français. De fait, dès le lendemain de l'Eurogroupe téléphonique, Varoufakis a remis le feu aux poudres en déclarant que *« le fait que l'accord consiste en des généralités sur beaucoup de points est une victoire pour le gouvernement et la*

société grecque et laisse des marges d'intervention ». « *Je ne vois rien qui nous facilite la vie dans tout ce que Varoufakis entreprend* », lâche excédé Schäuble, jeudi 26 février, devant le groupe CDU qu'il essaye justement de convaincre d'accepter le nouveau plan grec. Malgré cet ultime couac, le Bundestag, par 541 voix contre 32, vote en sa faveur le vendredi 27 février. Juste avant la date limite. « *Il fallait vraiment trouver un équilibre entre le respect de la démocratie grecque et la démocratie de ses partenaires. Sinon l'Union aurait été accusé d'ignorer les peuples* », explique Moscovici.

Lundi 9 mars : Bruxelles

La Grèce a envoyé à Bruxelles un premier jet un peu plus détaillé de son plan de réformes. Une copie que Dijsselbloem a reçue en fin de semaine précédente et qu'il a jugée « *loin d'être complet. Et les Grecs le savent* » : « *c'est un processus complexe qui va prendre du temps* ». Or, le temps, Athènes va en manquer : elle découvre, jour après jour, l'ampleur du délabrement de ses comptes publics. Pourtant, le gouvernement Tsipras tergiverse : il ne veut pas que les fonctionnaires de la Commission, de la BCE et du FMI viennent fouiller dans ses comptes sur place, car cela lui rappelle trop la Troïka. Il veut bien parler avec les experts, mais à Bruxelles... Or, trente ans de mensonges grecs ont vacciné ses partenaires : ils veulent donc avoir accès à ses livres de compte et vérifier sur place que les réformes promises sont bien mises en place. L'Eurogroupe se passe à nouveau mal : « *peut-on travailler sans jamais mettre les pieds en Grèce ? Non! Donc des techniciens iront* », assène le ministre français, Michel Sapin. Varoufakis, la mort dans l'âme, doit accepter : « *nous accueillerons tous les représentants des institutions. Nous sommes un peuple hospitalier* », ironise-t-il péniblement.

Le mercredi 11, les discussions entre le gouvernement grec et les experts commencent donc à Bruxelles et se poursuivront à Athènes. Mais pour éviter que l'on parle de Troïka, les experts des « institutions » sont appelés « *club de Bruxelles* »... Les mots, toujours les mots. Le drame grec est loin d'être terminé.

Tous les dessins sont de Nicolas Vadot

N.B.: Une version raccourcie est parue dans Libération du 10 mars